

## Les études du Sud-Est européen, leur rôle et leur place dans l'ensemble des sciences humaines\*

Difficile par sa nature même, le sujet fixé par le Comité de l'AIESEE pour cette conférence d'ouverture des travaux de notre Congrès est devenu d'autant plus redoutable depuis que, sous certains de ses aspects essentiels, il fut magistralement traité, dans son rapport général d'Athènes, par notre président d'honneur, M. Denis Zakythinos. Il est d'autre part évident, même sans nous rapporter plus spécialement aux principes formulés par tant de savants éminents au cours du dernier siècle, que depuis la fondation de notre Association, dans les congrès, colloques ou réunions de travail de ses commissions, des vues d'ordre général, théorique et méthodologique, ont été à maintes reprises proposées à notre attention. C'est ainsi que l'on pourrait dire qu'un corps de doctrine s'est graduellement constitué au sein de l'AIESEE, doctrine, heureusement, non codifiée, car ce serait sans doute sa mort, mais au contraire sensible à la nécessité de l'enrichissement permanent et du renouvellement continuels. C'est à la lumière de cette expérience commune que je tâcherai de revenir sur quelques-uns des problèmes qui s'imposent à toute réflexion sur la nature et l'intérêt des études du Sud-Est européen.

Je partirai d'un passage du rapport déjà mentionné du Professeur Zakythinos, passage qui me semble particulièrement significatif pour notre propos et auquel, d'ailleurs, le savant byzantinologue attachait assez d'importance pour le faire connaître d'avance, en guise d'instruction, à ses co-rapporteurs. Le voilà dans son texte: «tous les faits historiques, tous les aspects du langage, tous les phénomènes sociaux et culturels, les courants d'idées et les attitudes spirituelles et sentimentales qui se situent dans les cadres géographiques du Sud-Est européen, n'appartiennent pas nécessairement au domaine des intérêts de notre Association. Seuls les faits et phénomènes qui, rompant les limites régionales, étatiques ou nationales, se prolongent sur une superficie supra-nationale et inter-balkanique, méritent d'être proposés à notre attention<sup>1</sup>. Il me semble que l'on ne peut que souscrire à ce sain jugement. Il y a, en effet, en ce qui concerne le Sud-Est européen – et le fait se répète pour toute grande zone géographique, et surtout lorsqu'il s'agit de territoires habités par plusieurs peuples et organisés en un certain nombre d'États –

---

\* Conférence lue à la séance d'ouverture du III<sup>e</sup> Congrès International des études du Sud-Est européen, Bucarest, le 4 septembre 1974.

une science à deux niveaux, le premier étant celui que nous pourrions appeler des faits locaux, jusqu'aux dimensions des histoires nationales, tandis que le second seul serait constitué par ce nous envisageons plus spécialement sous le nom d'études du Sud-Est européen. Autrement dit, ces dernières ne peuvent être, par leur nature même, que sciences de synthèse. À la vérité, nous ne pouvons pas dénier à tout fait se passant dans la zone géographique ainsi appelée le droit d'être considéré comme relevant de nos études. Ce n'est que la pauvreté de notre langage qui nous oblige de recourir à un terme malgré tout ambigu, pour séparer non pas deux matières, mais deux démarches dans l'analyse de la même matière.

Il n'y a pas lieu d'insister sur l'interdépendance permanente où se trouvent, dans les études du Sud-Est européen aussi bien qu'ailleurs, ces deux niveaux de la recherche. Ce n'est qu'un très avancé stade de la mise en valeur des sources sur le plan local qui puisse assurer la base documentaire indispensable à toute considération des problèmes sous l'angle général du Sud-Est européen. Cela ne veut pas dire, naturellement, que le spécialiste qui s'adonne à ce genre de considérations soit exempté de l'obligation d'avoir ses propres contacts avec la matière première de ses recherches, mais tout simplement que, sauf de rares exceptions, assurées par le caractère limité de l'enquête, il est difficile de demander au même chercheur d'accomplir toutes les opérations qui s'imposent à celui qui travaille en terrain vierge. *Le succès de ce que nous continuerons à appeler, faute d'autre terme, les études du Sud-Est européen, dans le sens d'études générales de la zone, dépend, donc, de la manière la plus étroite, du développement de la recherche que nous nommerons locale, c'est-à-dire, pour sa partie la plus importante, de la recherche qui se réalise dans chacun des pays du Sud-Est en tant qu'activité nationale.* L'inverse est d'ailleurs tout autant vrai, c'est-à-dire l'impulsion que peuvent donner les études du Sud-Est européen à cette activité à caractère national, les problèmes qu'elles lui suggèrent et surtout l'esprit qu'elles lui infusent dans l'approche de chaque phénomène. On peut ainsi affirmer que la recherche locale aura d'autant plus de valeur qu'elle sera plus capable d'accueillir ces impulsions et ces suggestions et de traiter toujours son objet propre en tant que partie d'un grand tout.

Si la dénomination d'études du Sud-Est européen est en fin de compte conventionnelle, une certaine part de convention entre aussi dans la délimitation géographique du sud-est de l'Europe. La preuve en est que vu de Munich, par exemple, il apparaît plus étendu que considéré de Bucarest. Il y a, sans doute, un terme de rechange, cher à tant de nos collègues et ayant une prestigieuse tradition: celui d'«études balkaniques» où de «balkanologie». Mais il n'arrange pas mieux l'affaire, de ce point de vue: du moins. Loin de moi l'intention de rouvrir l'ancienne polémique autour de ces deux termes et de troubler leur coexistence pacifique au sein de notre Association. Je laisserai, donc, de côté le fait que le territoire roumain ne peut entrer d'aucune manière dans la Péninsule Balkanique, de même que la Grèce insulaire et, peut-être, aussi cette péninsule de la péninsule qu'est la Morée, et je dirai seulement mon inquiétude sur l'étendue de ce que nous appelons la Péninsule des Balkans. Car je lis dans le Petit Larousse – ce n'est pas une autorité en géographie, mais on devrait y trouver les définitions les plus claires – qu'elle est

«limitée approximativement au nord par la Save et le Danube», et c'est justement cet «approximativement» qui me trouble. D'ailleurs, si ce n'est pas le cas de l'Ibérique, bien vérouillée par les Pyrénées, la situation me semble plus grave encore en ce qui concerne l'Italie, à propos de laquelle la même source me renseigne qu'elle est «la plus effilée des grandes péninsules méditerranéennes» et que pourtant, l'Italie du nord est «nettement continentale». N'insistons plus sur des vétilles! Il est clair qu'«études du Sud-Est européen» où «balkanologie», le territoire qu'elles sont censées couvrir reste affaire de convention. La plus sage des solutions est, peut-être – à une époque où tant de points fermes de notre manière de penser fondent sous nos yeux – de laisser le Sud-Est européen aux frontières ouvertes et, sans ignorer sans doute les problèmes posés par le territoire, de partir des phénomènes liés à l'homme et de les suivre chaque fois dans leur entière étendue territoriale. De cette manière, des régions yougoslaves, roumaines où grecques pourront, à certaines époques ou pour certains ordres de phénomènes, ne pas entrer dans notre Sud-Est, tandis que, à d'autres époques ou pour d'autres ordres de phénomènes, nous le verrons s'annexer, sans nulle tendance impérialiste évidemment, une bonne partie de la Hongrie ou de la côte septentrionale de la mer Noire.

Une autre question encore mal définie et qui mériterait une discussion plus serrée, est celle de l'étendue que nous accordons au domaine des études du Sud-Est européen. Il faut sans doute en exclure ce qu'on appelle «sciences exactes et naturelles», soit parce que leur nature propre ne permet pas d'établir une relation spécifique entre elles et la région des Balkans, soit, dans d'autres cas – par exemple, la géologie du Sud-Est européen ou sa proche parente, la géographie physique de cette zone –, tout simplement à cause de l'extrême différence de méthodes et de moyens de recherche – c'est-à-dire arbitrairement du point de vue strictement théorique – et se limiter à ce qui concerne l'homme et les sociétés humaines, ce qui, d'ailleurs, n'est pas fait pour simplifier les choses dans la recherche d'une définition. En tout cas, l'exclusion que nous venons de prononcer est loin d'être totale. Car comment pourrait-on encore se désintéresser des rapports permanents, dans le concret du développement historique de notre Sud-Est européen, entre l'homme et la nature qu'il a habitée ou qu'il habite de nos jours, qu'il a transformée continuellement et qui a contribué à transformer les vagues successives de ses habitants. Déjà en 1937, dans l'excellente «Revue internationale des études balkaniques», un géographe de Berlin, J. März, parlait des *Aufgaben balkanischer Raumgeschichtsforschung* et nul ne reste insensible à l'explosion que connaissent actuellement les études d'écologie – l'un des grands thèmes du prochain congrès de San Francisco est justement «Méthodes de l'étude de l'homme dans son environnement». La même observation est valable aussi pour les rapports entre climatologie et histoire, ou pour ce qu'Emmanuel Le Roy Ladurie appelait récemment «l'histoire de la pluie et du beau temps»<sup>2</sup>. Il existe une association médicale balkanique très active, et c'est l'aînée de nos associations. Il y a, assurément, des problèmes médicaux spécifiques des Balkans dans la société actuelle, mais ils ne retiennent pas notre intérêt en tant que tels. Faut-il encore rappeler, pourtant, cette part que Marc Bloch réclamait déjà, dans «une histoire plus digne de ce nom»,

pour l'étude des «aventures du corps»<sup>3</sup>? Heureusement, son appel a été suivi et l'on peut parler aujourd'hui de «l'homme malade et son histoire»<sup>4</sup> à côté duquel a toujours existé, et il n'est pas moins intéressant pour cela, l'homme bien portant.

Mais quittons ces fécondes rencontres entre sciences de la nature et histoire pour revenir, selon le titre fixé par notre Comité à ma conférence – que je n'ai que très légèrement modifié –, aux rapports entre les études du Sud-Est européen et ce qu'on nomme sciences humaines. Je disais que la question n'est pas très simple, et ceci parce qu'à côté des «sciences humaines» existent les «sciences sociales», qui semblent ne pas être la même chose, quoique, ainsi que le faisait justement remarquer J. Piaget, «il est évident que les phénomènes sociaux dépendent de tous les caractères de l'homme, y compris les processus psycho-physiologiques, et que réciproquement les sciences humaines sont toutes sociales par l'un ou l'autre de leurs aspects». Et il ajoutait, en polémiquant avec Rousseau, que «la 'nature humaine' comporte entre autres l'exigence d'une appartenance à des sociétés particulières»<sup>5</sup>. Il y a, d'autre part, une autre classification des «disciplines relatives aux activités proprement humaines» – je cite le rapport de J. Viet sur «Les sciences de l'homme en France» – qui comporte quatre classes: les sciences «nomothétiques», les sciences historiques, les sciences juridiques et les sciences philosophiques. De ces quatre classes, seulement les disciplines de la première chercheraient – la définition appartient à J. Piaget – «à dégager des 'lois' au sens parfois de relations quantitatives relativement constantes et exprimables sous la forme de fonctions mathématiques, mais au sens également de faits généraux et de relations ordinales, d'analyses structurales, etc., se traduisant au moyen du langage courant ou d'un langage plus ou moins formalisé»<sup>6</sup>. Je ne sais pas ce qu'en pensent les juristes et les philosophes, mais en ce qui concerne les sciences historiques, qui comprennent à juste titre, selon le même savant, «les disciplines dont l'objet est de reconstituer et de comprendre le déroulement de toutes les manifestations de la vie sociale au cours du temps»<sup>7</sup> – y compris, donc, l'histoire des techniques et des sciences, des littératures et des arts, de la philosophie et des religions, etc. –, il ne faut pas être nécessairement historien marxiste pour protester contre cette injustice<sup>8</sup>.

Nomothétiques ou non, humaines ou sociales, les études du Sud-Est européen s'irisèrent justement dans cet effort de reconstitution et de compréhension – donc, d'explication, selon des lois plus ou moins générales – du «déroulement de toutes les manifestations de la vie sociale au cours du temps». Sont-elles pour autant strictement historiques? Je ne le pense pas. Je crois, au contraire, qu'elles doivent embrasser tout autant le présent que le passé. Sans contester les vertus nourrissantes pour l'esprit de toute connaissance susceptible d'être intégrée dans un système de pensée, ni les racines profondes dans l'actualité de tout intérêt historique, ce qui fait que, pour parler avec Croce, «toute histoire vraie est histoire contemporaine», il reste tout aussi incontestable que l'un des principaux buts des sciences historiques réside dans leur apport possible à la compréhension des sociétés actuelles. Ajoutons tout de suite que ce qui était révolutionnaire dans la pensée du jeune Marx, lorsqu'il affirmait, dans ses «Thèses sur Feuerbach», que «les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* le monde de manières différentes; il s'agit

cependant de *le changer*, est devenu aujourd'hui monnaie courante, encore que les directions du changement poursuivies soient différentes.

Dans les deux sens, de l'explication des sociétés actuelles et de l'action sur leur avenir, la distinction entre sciences du passé et sciences du présent, malgré toutes les différences de perspective, de méthodes, voire en un certain sens de matière, ne pourrait être qu'arbitraire. Elle serait d'autant plus arbitraire aujourd'hui, lorsque les sciences historiques, par un mouvement d'annexion qui, avec les larges emprunts de méthodes faits continuellement à tant d'autres sciences, est une des marques de leur dynamisme, ont fini par triompher de cette frange absurde de terrain inculte qui se situait entre le présent et un passé d'autant plus historique qu'il était plus lointain. Heureusement, de nos jours, Clio ne craint plus de se mouiller en posant ses pieds parmi les vivants.

Il n'est pas dans mon intention de cataloguer les disciplines qui, dans cette perspective, sont susceptibles de concourir à une meilleure connaissance du Sud-Est de l'Europe. La tâche serait d'ailleurs extrêmement difficile, et je risquerais fort d'être incomplet, étant donné l'osmose entre sciences du présent et sciences du passé à laquelle nous assistons, le greffage de nouvelles disciplines sur le vieux tronc des sciences historiques et surtout les nombreuses disciplines qui se disputent tant de fois le même champ d'investigation, pour le grand bien, sans doute, de l'avancement de nos connaissances. La plupart d'entre elles sont déjà mises, parfois avec des résultats pleins d'intérêt, au service des études du Sud-Est européen. D'autres attendent les chercheurs qui en tireront les fruits en les expérimentant sur la matière offerte par cette zone.

Tout ce que l'on peut souhaiter dans cette direction, c'est de voir s'accélérer le mouvement de modernisation de la recherche, de renouvellement de la problématique, d'ouverture de nouveaux champs d'investigation et d'introduction de nouvelles méthodes. C'est une préoccupation qui doit être tenue présente par les facteurs responsables de la politique scientifique, sur le plan national, d'abord et surtout, mais aussi par les organismes internationaux, dont l'action stimulante peut être très efficace dans ce processus nécessaire.

Que les études du Sud-Est européen ne peuvent avoir qu'un caractère pluridisciplinaire, la chose tient de l'évidence même. Appelées à rendre l'image complète des sociétés qui se sont succédées dans une région déterminée, elles sont obligées de recourir, pour remplir leur tâche, à la contribution des nombreuses disciplines que nous venons d'évoquer. Il ne s'agit pourtant pas que de voisinage, de juxtaposition de résultats obtenus isolément ou de leur intégration, pour ce qui regarde le passé, dans cette science insatiable de tout savoir que nous appelons Histoire. L'important est de multiplier l'effort de recherche interdisciplinaire, d'aborder avec plus de fermeté les mêmes phénomènes avec des méthodes différentes et sous les angles propres aux disciplines qui collaborent, pour leur arracher ainsi un peu plus de leur secret. Cette approche n'a, certes, rien de spécifique sud-est européen; son application est pourtant tout aussi nécessaire ici qu'ailleurs et l'on est en droit d'y voir l'une des conditions essentielles du progrès.

La situation est un peu différente en ce qui touche le recours à la méthode comparative dans la recherche sud-est européenne. Ni cette fois-ci nous n'avons

affaire, évidemment, à un trait qui lui appartienne en propre. Il est toutefois indéniable, d'une part, que le fractionnement ethnique et politique de la zone en même temps que l'intensité des échanges entre les parties font d'elle un terrain particulièrement favorable à l'application d'une telle méthode et, d'autre part, que cette méthode seule est apte à conduire aux résultats poursuivis par ce que nous nommons plus spécialement études du Sud-Est européen. D'ici aussi le fait qu'on en ait eu recours très tôt. Iorga l'appliquait déjà, par exemple dans les *Caractères communs des institutions du sud-est de l'Europe*, sans l'appeler par son nom et, naturellement, à sa manière. Budimir et Skok, dans leur article introductif au nouveau périodique, qu'il est toujours profitable de relire, s'en référaient déjà longuement et affirmaient avec force que «l'étude comparative de la réalité balkanique est devenue une nécessité de premier ordre. Elle s'impose depuis longtemps. Le but de cette étude est de définir et d'expliquer les faits parallèles qui se manifestent dans différents domaines de l'activité humaine des Balkans»<sup>9</sup>. Quelques années plus tard, en 1943, l'ample *Avant-propos* de V. Papacostea au VI<sup>e</sup> tome de «Balcania», qui fixait les jalons d'une «nouvelle synthèse historique de l'humanité de Sud-Est» que le regretté savant espérait voir réalisée dans son Institut d'études et recherches balkaniques, s'intitulait justement *La Péninsule Balkanique et le problème des études comparées*. Depuis lors, nous parlons toujours plus fréquemment de la méthode comparative en tant qu'instrument usuel des études du Sud-Est européen. Elle devient nécessaire dès que l'on se propose de dégager les similitudes, de préciser l'étendue des phénomènes, de reconstituer les grands ensembles. Elle est commune aux différentes disciplines: droit et institutions, histoire des littératures – on s'en occupera plus spécialement dans ce Congrès même – et histoire des arts, ethnographie et folklore, etc.

Il est bien entendu que ces recherches comparatives, qui permettent l'accès à des vues d'ordre général et peuvent même conduire à des considérations théoriques dont l'intérêt dépasse l'aire des phénomènes envisagés, doivent tenir compte, dans la pratique courante, tout autant de ce qui sépare que de ce qui relie. Pour l'historien, pris le terme dans son acception la plus large – je me réfère, donc, aux sciences du passé, dont, seules, je m'occuperai dorénavant – s'il est essentiel de découvrir le jeu caché des lois dans les manifestations variées de la vie sociale, il n'est pas moins important de saisir ces mêmes manifestations dans leur concret, c'est-à-dire dans tout ce qu'elles ont de particulier et, par conséquent, d'original sinon d'unique. Les limites territoriales imposées à un phénomène et infranchissables pour lui, de même que, dans un autre ordre d'idées, les frontières sociales de la diffusion d'une attitude mentale ou affective, sont pour l'historien d'un intérêt égal à celui des conditions de genèse ou d'expansion d'une forme historique, conditions qu'elles contribuent d'ailleurs, par le côté négatif qu'elles représentent, à rendre plus clairement discernables.

Les études comparées restent donc, ainsi qu'on l'a vu depuis longtemps, une condition nécessaire de l'avancement de nos connaissances sur le sud-est de l'Europe. Elles n'ont toutefois pas comme unique but de dégager des types de phénomènes, de surprendre uniquement ce qui est commun. Bien au contraire,

ainsi qu'on ne l'ignore non plus, elles doivent offrir à la synthèse la diversité vivante des situations particulières. S'il m'est encore permis de me servir d'une image empruntée au métier du tissage, le fonds commun, si précieux pour nous, devra constituer, dans la synthèse à réaliser, la chaîne qui assure la solidité de la pièce, tandis que la trame fera éclater la variété des couleurs et mettra en relief la richesse des figures. En vérité, dans cette synthèse finale, qui ne sera jamais la dernière, devront nécessairement entrer aussi des éléments qui ne seront plus des faces diverses d'un même phénomène et pour lesquels on fera appel aux développements locaux, car sans eux l'image d'ensemble serait évidemment fausse. Leur choix et la place qu'on leur assignera ne pourront dépendre, en fin de compte, que de la pénétration et du sens des valeurs de l'historien qui entreprend la synthèse.

Cette invocation des vertus de l'historien ne vas pas à l'encontre – j'aime à croire – de l'idée de l'histoire-science nomothétique et elle s'oppose d'autant moins à la valeur des efforts de quantification des phénomènes. Bien au contraire, l'histoire quantitative et sérielle restent une des voies majeures du renouvellement de l'histoire du Sud-Est européen, comme elles sont en train de renouveler l'histoire en général. Mais, en laissant même de côté l'absence, déplorée à juste titre, pour de longues époques ou pour d'importants domaines, de données sérielles ou organisables en série et le caractère inquantifiable de certains phénomènes, et avec tout l'espoir que l'on est en droit de nourrir, dans la découverte de nouvelles catégories de sources ou dans un nouvel emploi de vieilles sources, il ne reste pas moins – et personne n'est, j'en suis sûr, de l'avis contraire – que c'est l'historien, jamais absent, d'ailleurs, à tous les niveaux de la recherche, par les problèmes qu'il pose, par la critique de ses propres résultats et par le sens qu'il leur accorde, c'est l'historien toujours qui devra rassembler ces membres épars et recomposer à leur aide une image cohérente.

Mais, avec ces considérations, sans doute superflues, je me suis éloigné de mon propos sur la part des données comparatives dans une histoire idéale du Sud-Est européen. J'ajouterai seulement, à l'égard de ces dernières, qu'ainsi qu'il y a des aspects de la vie historique non quantifiables, il y a aussi des phénomènes qui ne relèvent pas de la méthode comparative et qu'il serait, certes, injuste d'éliminer pour cette raison des études du Sud-Est européen.

J'ai parlé au début de mon exposé des deux niveaux de la recherche dans l'étude du Sud-Est européen, niveaux en permanence interdépendants et dont le second n'annule pas l'intérêt intrinsèque du premier, qui, à son tour, n'aura pas comme seule fonction celle de procurer les matériaux au niveau supérieur. Il y aura toujours une histoire de l'art bulgare intéressante en soi, une histoire de la littérature albanaise ou des institutions serbes, avec leur justification en elles-mêmes. En réalité, il ne s'agit pas de deux niveaux seulement, car immédiatement se présente à nos yeux un troisième, à savoir celui de l'histoire générale, avec laquelle les études du Sud-Est européen, dans leur aspect historique dont je m'occupe en ce moment – mais la situation n'est pas différente en ce qui regarde les sociétés actuelles – ont des rapports similaires à ceux établis entre les deux premiers niveaux.

Les études du Sud-Est européen n'ont pas uniquement la tâche d'offrir leurs résultats à l'histoire générale afin qu'elle les intègre, à son tour, dans un horizon plus vaste; elles sont encore obligées d'épouser courageusement cet horizon, d'orienter leurs recherches en fonction de ce but, de les conduire dans un esprit similaire. En procédant de cette manière – et c'est ce qu'elles tâchent de faire actuellement, parfois avec de remarquables résultats –, elles remplissent, par rapport aux histoires nationales, le rôle de première marche, large et solide, dans la montée vers l'histoire générale.

J'ai employé prudemment jusqu'ici – ainsi qu'on a pu l'observer – le terme d'histoire générale, en évitant celui d'histoire universelle. Mais malgré tout ce que l'on a pu dire – de juste souvent – sur les aires de civilisation indépendantes et les cycles d'évolution, sur les différences du niveau et du rythme de développement entre les sociétés et au sein de la même société et sur les décalages chronologiques, il ne reste pas moins qu'au dessus de ce qui tend à fractionner dans tous les sens l'évolution des sociétés humaines, il existe, quand même, une histoire générale de l'humanité, que l'on est toujours en droit d'appeler histoire universelle. C'est cette histoire universelle qu'à l'aide des nouvelles disciplines et méthodes, en pleine crise de croissance pour le moment, l'historien devra construire<sup>10</sup>, et c'est dans cet ensemble final que le Sud-Est européen aura à trouver sa place, différente selon les époques, mais qui marquera toujours une présence non dénuée d'originalité.

Dans cette série d'intégrations successives, il y a toutefois un palier qui ne mérite pas d'être omis: celui de l'histoire européenne. L'on parle souvent de l'euro-péanisation du Sud-Est – ou de l'Europe orientale – comme de l'un des phénomènes importants des derniers siècles. D'autre part, il n'est pas moins vrai, que nos aïeux de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ou d'une partie du XIX<sup>e</sup> rêvaient de l'Europe comme d'une terre promise, ils voulaient devenir, ils voulaient être des Européens. Pourtant, ils l'étaient, même s'ils ne le savaient pas. Car il y a eu, bien avant qu'il n'y ait qu'une seule, deux Europes, une explicite, qui se pensait comme telle et dont les frontières furent en expansion, et l'autre, implicite, dont les limites, depuis le moyen âge du moins – je laisse de côté l'antiquité, bien qu'une Europe sans la Grèce classique n'est pas à concevoir –, sont plus ou moins celles de la géographie. Deux grandes traditions culturelles et spirituelles, européennes toutes les deux, se sont divisées son territoire, l'une prenant son appui à Rome et l'autre à Byzance. C'est la première de ces deux aires de civilisation, souvent hostiles mais jamais étrangères l'une à l'autre, qui prit plus tôt conscience d'elle-même en tant qu'Europe et, comme toujours, elle fit ceci en s'opposant au reste du monde et implicitement à l'autre Europe. Il est à noter toutefois, et je n'y vois pas une simple coïncidence, que c'est juste à l'époque où l'idée d'Europe acquiert ses contours presque définitifs<sup>11</sup> – à l'âge des Lumières – que cette seconde Europe témoigne de son désir d'être européenne, ce qui veut dire, si je ne m'abuse pas, qu'elle commençait justement à se sentir comme telle.

Arrivés au dernier point de cet exposé, il convient de nous demander quel est l'apport que peut attendre l'histoire universelle des études du Sud-Est européen, quel est leur intérêt pour l'historien qui scrute le passé des sociétés dans toutes les manifestations de leur existence?



Peut-il s'attendre à découvrir des lois spécifiques du développement de cette région? Budimir et Skok parlaient de telles lois, «qui présidèrent et qui continuent à présider à leur développement [des peuples balkaniques] et à leur vie»<sup>12</sup>. Ils disaient aussi qu'«une loi unique semble régir les vicissitudes de l'ensemble de leur histoire». Ce serait celle de l'alternance des époques d'unification et de particularisme<sup>13</sup>. Cette tendance de dépasser les faits particuliers est tout à l'honneur des regrettés savants yougoslaves. Pour ma part, je préfère y voir, avec M. Zakythinos, qui l'a analysé avec tant de pénétration, un «mouvement oscillatoire»<sup>14</sup>, caractéristique pour des périodes définies. Car de lois de l'histoire sud-est européenne je ne crois pas qu'on puisse parler, pour le simple motif que ces lois, en l'occurrence, devraient tirer leur origine de la géographie ou de la biologie, tandis que, sans nier l'importance du facteur biologique ou géographique, il est clair que les lois historiques expriment des rapports nés au sein de la société et qui, pour autant, ne peuvent être spécifiques d'une région, mais agir selon les différents stades du développement des sociétés. En attendant que l'expérience sud-est européenne soit à même de dégager des lois de portée générale, contentons-nous de l'examen rigoureux et tellement profitable, de la manière dont les ensembles sociaux du Sud-Est se sont soumis à ce que nous connaissons déjà des rapports nécessaires dans l'évolution générale des sociétés. Il me semble qu'à ce point de vue là, nous avons affaire à une région privilégiée pour l'observateur. Sa variété ethnique avec les différentes façons de comportement qui lui sont propres, son privilège d'ouverture vers les deux continents voisins, qui a fait d'elle cet «anneau intermédiaire entre Orient et Occident» évoqué jadis par Vianu<sup>15</sup>, l'unité et la «diversité» des civilisations balkaniques, sur lesquelles on est souvent revenu, la manière de s'intégrer dans des mouvements généraux de culture, tels que l'humanisme ou les Lumières, ou de parcourir les stades du développement socio-économique, comme, par exemple, les variantes sud-est européennes, avec leur genèse et leur évolution spécifiques, du féodalisme ou du capitalisme, tous ces aspects, et tant d'autres qu'on pourrait leur ajouter, représentent autant de sujets qui se proposent à la méditation de l'historien.

Intéressantes quant aux considérations d'ordre théorique qu'elles sont aptes de susciter, les études du Sud-Est européen ne le sont pas moins du point de vue de l'histoire concrète, distinction qui ne laisse pas d'être arbitraire, mais que j'utilise seulement pour souligner deux attitudes devant la même matière historique.

Toute forme de vie historique est digne, certes, d'intérêt et toute civilisation porte sa légitimité en soi, en tant qu'expression des besoins, des aspirations et de la capacité créatrice d'une société. Nous avons fait, les dernières décennies, un immense progrès dans l'élargissement de notre horizon culturel, dans notre entendement du passé, qui, à la suite de plus vieilles tentatives de sortir de l'ancien européen-centrisme, s'est traduit par une heureuse «désaristocratisation» – excusez-moi le barbarisme! – de l'histoire. Mais faut-il renoncer pour cela à tout jugement de valeur, à toute idée de progrès et, à la fois, naturellement, à l'idée même d'histoire universelle? Il me semble possible, et même nécessaire, d'accorder ces vues plus larges de la richesse des formes de la vie sociale, avec un sentiment rajeuni,

plus accueillant et plus nuancé, des valeurs humaines et avec une idée, moins linéaire, moins schématisante, plus riche elle-même, du progrès.

C'est en ce sens que je vois, dans les civilisations qui s'y sont succédées sans interruption depuis la haute antiquité et dans celles, parmi les plus brillantes, qui y ont eu leur principal centre ou tout au moins une remarquable province, dans sa capacité de synthèse et son pouvoir d'intégrer avec originalité les éléments empruntés de dehors, dans son rôle actif dans les échanges entre civilisations et, enfin, dans le rythme vigoureux de son avancement à certaines époques, un remarquable apport du Sud-Est européen à l'histoire universelle et la justification de l'intérêt croissant qu'on témoigne dans le monde aux études qui le concernent.

## Notes

1. *Etat actuel des études du Sud-Est européen (objets, méthodes, sources, instruments de travail, place dans les sciences humaines)*. Rapport général par Denis A. Zakythinos, dans les *Actes du II<sup>e</sup> Congrès international des études du Sud-Est européen*, tome I, Athènes, 1972, p. 18.
2. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le climat: l'histoire de la pluie et du beau temps*, in *Faire de l'histoire*, sous la direction de Jacques Le Goff et Pierre Nora, III. *Nouveaux objets*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 3-30.
3. *La société féodale*, I, p. 117.
4. Jean-Pierre Peter et Daniel Roche: *Le corps: l'homme malade et son histoire*, in *Faire de l'histoire*, III, pp. 169-191.
5. Ap. J. Viet, *Les sciences de l'homme en France. Tendances et organisation de la recherche*. Publications du Conseil international des sciences sociales, 7. Paris – La Haye, 1966, p. 33.
6. Ap. J. Viet, *op. cit.*, p. 33.
7. *Ibid.*
8. Comme le fait, d'ailleurs, J. Viet, *op. cit.*, pp. 34-35.
9. *But et signification des études balkaniques*, «Revue internationale des études balkaniques», I, 1, p. 7.
10. V., dans un sens analogue, mais se référant à l'histoire «globale», les observations de F. Furet, dans le *Quantitatif en histoire*, in *Faire de l'histoire*, I, p. 55.
11. V. surtout Federico Chabod, *Storia dell'idea d'Europa*, Universale Laterza, quinta ed., 1971.
12. *Art. cité*, p. 24.
13. *Ibid.*, pp. 7-8.
14. *Rapport cité*, p. 12.
15. *Actes du Colloque international de civilisations balkaniques*, Sinaia, 8-14 juillet 1962, Bucarest, p. 13.

(Extras din „Revue des études sud-est européennes”, XIII, 1975, 1, p. 5-14).